

# Disinformation: Speech by High Representative/Vice-President Josep Borrell on foreign interference

 [eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/101371/disinformation-speech-high-representativevice-president-josep-borrell-foreign-interference\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/101371/disinformation-speech-high-representativevice-president-josep-borrell-foreign-interference_en)

*Check against delivery!*

Certainement, Madame la Présidente, je salue l'attention que ce parlement donne à la désinformation, à la manipulation de l'information et à l'interférence dans nos processus démocratiques. Certainement aussi les attaques cybernétiques dans nos États membres, les campagnes pour influencer notre espace informationnelle, même la manipulation de l'information sont devenus un élément permanent de notre paysage politique et, nous pourrions dire, plus encore après la pandémie qui a poussé cette bataille - ce que j'ai dit un jour de la bataille des 'narratives' [bataille des récits] - mais surtout la propagation d'informations fausses et truquées.

Il s'agit bien de campagnes bien orchestrées, qui sont une menace pour la démocratie et notre sécurité. C'est un essai de manipuler la conscience des citoyens et de faire en sorte que nos politiques changent. Et c'est aussi une affaire de politique extérieure parce que ça limite l'espace dans lequel l'Union européenne peut être capable d'influencer le monde. Et pour cela il faut travailler au niveau européen mais aussi au niveau de chacun des États membres et avec nos « like-minded » partenaires dans le monde.

C'est depuis 2015 que nous avons commencé à y travailler, nous avons commencé à créer des structures qui puissent de façon systématique détecter et dénoncer ces manœuvres de désinformation et c'est pour cela qu'a été créée la East StratCom Task Force, par mandat du Conseil qui à ce moment-là était seulement focalisée, comme son nom le dit bien, to the East, aux problèmes qui se posent dans la partie Est de l'Europe. C'est un mandat qui n'était pas adressé à de nouvelles sources de désinformation qui sont apparues plus tard comme c'est le cas de la Chine. Je fais mention de cela car le mandat que nous avons c'est l'East StratCom Task Force, qui est adressé aux problèmes qui sont apparus dans la partie Est de l'Europe.

Mais nous avons amélioré nos capacités, nous avons agi d'une façon proactive, nous avons augmenté nos capacités pour faire face à des situations encore [plus] à l'Est, l'Ukraine, la Géorgie. Et nous avons créé ce Rapid Alert System, c'est un système d' « early warning » qui nous permet d'échanger des informations avec les États membres d'une façon, comme son nom l'indique, rapide.

Nous faisons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte que nos sociétés soient conscientes de cette dynamique de désinformation. Nous travaillons avec les médias, les moyens de communication et les chercheurs en sciences sociales. Nous travaillons aussi avec le G7 et l'OTAN. Nous avons établi des partenariats avec la société civile. Nous avons créé un nouveau policy framework, nous l'appelons d'une façon bien explicite the Action Plan Against Disinformation and the European Democracy Action Plan, qui nous permettent de travailler au niveau international.

Certainement, Monsieur le député [Raphaël Glucksmann], vous avez raison et toujours vous aurez raison pendant encore très longtemps quand vous dites qu'il faut faire plus. Vous aurez raison pendant très longtemps parce qu'il faudra faire beaucoup plus et cela va prendre du temps. Certainement, c'est le moment de mettre en place des frameworks, des structures plus élaborées pour faire face à ce problème et nous travaillons à développer une approche européenne qui nous permet de faire face à cette menace au niveau européen.

Certainement Nous nous sommes très focalisés sur la désinformation qui vient de la Russie. Il faudra payer plus d'attention à d'autres sources de désinformation mais pour l'instant nous croyons que le but fondamental c'est celui-ci et pour cela nous travaillons à développer nos capacités, sans oublier – je ne voudrais pas que vous croyiez que nous l'oublions – de nouveaux acteurs, de nouvelles tactiques, de nouveaux moyens de manipuler l'information et c'est pour cela que nous sommes en train de demander au conseil de « review and update », revoir et élargir le mandat que nous avons.

Et il faudra aussi se pencher sur de nouveaux scénarios de la désinformation, certains qui a priori n'en seraient pas, comme l'Afrique subsaharienne. La République centrafricaine c'est un grand scénario de désinformation et nous avons fait appel au gouvernement de la République centrafricaine pour lui montrer que si cela continue comme cela l'Union européenne ne pourra pas continuer à soutenir ce gouvernement, parce que c'est incroyable à quel point dans une société qui n'est pas autant médiatisée que la nôtre la désinformation est devenue une arme de guerre. Donc oui, il faut développer une approche plus coordonnée avec plus de ressources.

Il faut mieux équiper nos délégations, nos missions militaires et civiles. Nous avons envoyé dans chacune de nos délégations un expert dans la lutte contre la désinformation et aussi dans toutes les missions CSDP [Politique de Sécurité et de Défense Commune] nous allons avoir des spécialistes dans ce domaine.

Je ne voudrais pas employer de mots vagues, je voudrais vous dire que nous avons obtenu une augmentation de nos ressources, modeste mais qui nous permettra de mieux équiper nos équipes ici, et nos équipes dans les délégations et missions, de faire des partenariats plus efficaces avec des États à l'intérieur de l'union et d'autres pays qui ont la même préoccupation que nous.

Mais pour cela il faudra avoir l'aide de l'opinion publique. Parce que parfois quand nous disons que l'on fait la bataille contre la désinformation il y a aussi un certain soupçon, une certaine crainte qu'il s'agisse de limiter l'information. Ils disent 'Ah oui mais vous voulez contrôler l'information.' Évidemment pour lutter contre la désinformation il faut voir l'information. Il faut savoir ce qui se dit pour déterminer si ce qui se dit est en accord avec les paramètres de la vérité.

Et parfois il y a une ligne rouge fragile entre la lutte contre la désinformation qui peut être prise comme une excuse pour limiter la capacité à informer. Rien n'est plus loin de notre volonté. Au contraire, la démocratie c'est un système qui fonctionne à l'information, le combustible du moteur de la démocratie, ce qui fait que les citoyens soient capables de choisir, c'est qu'ils soient bien informés. Et c'est pour cela que les ennemis de la démocratie font cet effort pour faire que le combustible de la démocratie soit incapable de la faire fonctionner parce qu'il est truqué, parce que le citoyen ne reçoit pas les informations nécessaires pour se faire une idée de quels sont ses intérêts et qui défend mieux ses intérêts et quels sont ses choix politiques.

Alors je voudrais bien pendant ce débat que vous, mesdames et messieurs les députés, vous nous encouragiez comme vous le faites à demander plus de moyens mais surtout à utiliser mieux ce que nous avons, dans une bataille qui sera cruciale pour le futur de la démocratie. Parce qu'aujourd'hui l'information est partout. Elle se développe à la vitesse de la lumière. Elle se propage comme n'importe quel virus. Et si cette information est tâchée, pas d'inexactitudes, mais de mensonges fabriqués pour être disséminés, qui touchent la fibre sensible des gens pour leur faire croire parfois ce qu'ils voudraient croire, alors le système démocratique ne sera qu'une simple formalité.

La démocratie ce n'est pas des bulletins de vote, ce n'est pas seulement cela. C'est surtout des citoyens bien informés pour qu'ils puissent bien choisir. C'est une bataille à laquelle je tiens, j'en ai souffert personnellement dans mon pays et moi personnellement, de cette bataille de la désinformation. Je suis bien conscient du danger que cela représente pour

la démocratie, je suis sensible à vos propositions et à vos critiques constructives et je ne pourrais que demander l'appui de tous les parlementaires pour mener à bien cette bataille.

Merci.

Link to the video: <https://audiovisual.ec.europa.eu/en/video/I-208697> (starting from 6th minute)

### **Closing remarks / Observaciones finales**

Gracias señora Presidenta, gracias a todos los miembros que han participado en este debate apasionante y que, a mí particularmente, más que interesarme me apasiona, porque comparto lo que muchos de ustedes han dicho sobre la amenaza existencial que esto representa para la democracia. Pero también habrán observado cómo, tal y como les había anticipado, se han oído aquí voces denunciando un nuevo macarthismo o la voluntad de controlar e impedir que la circulación fluya libremente. Lo hemos oído, ha habido miembros aquí que han dicho “no, no, no, esto es un nuevo macarthismo, una nueva caza de brujas, una nueva voluntad de controlar desde el poder”.

Hemos oído hablar mucho de interferencias extranjeras, la culpa es de Rusia y de China, pero también ha habido miembros que han señalado, certeramente, que el problema también lo tenemos dentro. Que la desinformación también la fabricamos en el interior de nuestras sociedades y que muchas decisiones políticas se han tomado sobre la base de una intensa campaña de desinformación, que es una forma educada de decir mentira. Sobre una intensa campaña de mentiras.

Y alguien ha citado el Brexit, y es verdad. Uno de los grandes argumentos utilizados por los defensores del Brexit – que hace poco estaban aquí - sin el cual, seguramente - y ellos mismos lo han reconocido - el voto hubiera sido distinto, fue la historia de que fuera de la Unión Europea los británicos recibirían no sé cuántos miles de millones de libras con los cuales podrían mejorar su sistema de salud y, en vez de que los europeos les quitaran el dinero, podrían mejorar los sistemas públicos en el Reino Unido. Y los mismos que contaron este cuento, al día siguiente del voto fueron a la televisión con todo el descaro del mundo a decir “no, eso no era cierto, fue un error de cálculo”, “me equivoqué, no, no, los números no eran estos”. ¿Y entonces qué hacemos? ¿Les sancionamos? Se dan ustedes cuenta cómo una decisión trascendental - también para Europa - pudo haberse tomado sobre la base de una intensa campaña de desinformación, que no la hizo ni [Vladimir] Putin [Presidente de Rusia] ni Xi [Jinping, Presidente de China], que la hicimos nosotros, en el interior de nuestras propias sociedades.

Cuántas veces nos han contado a la gente, y en mi país - el país que conozco mejor, pero no quiero entrar en ello - hemos vivido recientemente casos como estos, de flautistas de Hamelín que cuentan cuentos de hadas. Eso es desinformación también. Ósea que no miremos lo que nos viene de fuera, hagamos también un poco de autocrítica y preguntémonos cuánto en nuestro propio debate político utilizamos la desinformación sistemáticamente. Y eso, naturalmente, necesita medios de control. Pero cuidado, el medio de control, alguien ha alertado “macarthismo y voluntad de control”. No, voluntad de contraste, de que el ciudadano pueda saber si cuando le dicen algo es cierto o no lo es. Porque puede decidir en función de que se lo crea o no se lo crea. Y por eso tenemos que tener sistemas que contrasten lo que se dice con la realidad. Y cuando uno dice eso lo acusan de querer crear – como se ha dicho a veces – una especie de ‘ministerio de la verdad’, un órgano público que decide lo que es cierto y lo que no lo es. No es eso, pero luchar contra la desinformación sustancialmente es decidir cómo informar a la gente sobre lo que es cierto y lo que no lo es. Y eso requiere técnicos especializados, un control permanente, continuo, y un contraste delicado.

Han hablado ustedes de sanciones, sí, sin duda. Es importante no dejar impune al que desinforma. No basta con la sanción política de que “la próxima vez no le voy a votar”, porque la próxima vez es demasiado tarde.

¿Qué hacemos? ¿Cómo sancionamos al que cuenta cuentos chinos en base a los cuales la gente toma decisiones trascendentales y al día siguiente reconoce que mintió o que se equivocó, que viene a ser lo mismo? Hay que imponer sanciones, necesitamos un régimen de sanciones, pero tenemos que tener bien claro de qué manera lo implementamos, cómo definimos desinformación, cómo la medimos, dónde están las líneas rojas con respecto a la libertad de información. Y todas estas cuestiones tienen que ser cuidadosamente medidas para asegurarnos de que los instrumentos que pongamos en marcha son instrumentos perfectamente compatibles con la legalidad y con el sistema democrático.

Sí, hoy no lo tenemos. Lo necesitamos, pero sabemos y no quisiera que ustedes piensen que es tan fácil como establecer un régimen de sanciones contra los violadores de derechos humanos en Nicaragua, porque hay que definir bien conceptualmente a qué nos referimos cuando hablamos de desinformación, porque hoy manipular la información no es ilegal. Este es un aspecto sustantivo, sobre de qué manera afrontamos un sistema de sanciones para defender a la vez el derecho a la verdad y la libertad de información.

Estamos trabajando en ello y no es nada fácil, créanme, estamos buscando de qué manera podemos concebir instrumentos, que no tenemos, que permitan actuar junto con los Estados miembros - porque a nivel de la Unión Europea no podremos hacerlo solos - para encontrar definiciones legales que permitan definir sistemas de sanción que, insisto, defiendan a la vez el derecho a conocer la verdad y el derecho a la información. Y las fronteras no son fáciles de definir.

Sobre el informe de la Court of Auditors, bueno pues tampoco es tan malo como algunos de ustedes han dicho. Al contrario, creo que apoya mucho el trabajo que estamos haciendo. Y tiene alguna carencia, como por ejemplo, que acaban analizando el plan de acción contra la desinformación en el 2018. Y no han podido tomar en consideración los acontecimientos posteriores, que son muy ricos, como el Joint Communication against disinformation on COVID-19, que hemos lanzado. Porque anda que no hubo desinformación sobre el COVID-19. Anda que el ciudadano no fue bombardeado con información falsa, que incluso podía poner en peligro su salud, sobre qué era el virus y cómo se podía y debía luchar contra él. Bien, este plan de acción no ha podido ser evaluado, y creo que es una importante contribución a la lucha contra la desinformación.

¿Tenemos más medios? Sí, tenemos más medios. Hemos empezado a desarrollar actividades fuera de nuestro mandato inicial, que ya les he explicado que se limitaba a los aspectos de Europa del Este y de Rusia. Hemos incorporado a nuestros equipos más personal, en particular especialistas en la desinformación proveniente de China. Tenemos más recursos financieros, los hemos distribuido entre nuestras delegaciones. No les quiero abrumar con cifras, pero vamos a alcanzar un número de 40 personas y, algunos de ellos – como les digo - especializados en áreas geográficas en las que teníamos muy poca capacidad.

Pero no busquen la solución al problema únicamente a nivel europeo. Si cada uno de los Estados miembros no se compromete con sus propias capacidades, no hay forma de resolver el problema.

Y por eso hemos creado el sistema de alerta rápida, una red que nos comunica a todos. Y por eso necesitamos, sí, una mejor coordinación entre el trabajo del pilar intergubernamental y el pilar comunitario. Entre las actividades que desarrolla la Comisión orientadas a la desinformación interna y las que hace el SEAE orientadas a la desinformación externa, sabiendo que la frontera entre lo interno y lo externo en este mundo de la comunicación cibernética es algo a veces imposible de delimitar. “No, esto viene de dentro”, “no, esto viene de fuera”. Mire, viene de donde viene, y muchas veces no se sabe de dónde viene.

De manera que sí, acepto el desafío. Y las preguntas que ustedes me hacen son: “¿Y cómo lo va a hacer?” Pues haciéndolo. “¿Cómo lo va a hacer?” Haciéndolo. Aumentando nuestra capacidad *to trace and track*, saber de dónde viene y seguirle la pista; crear sistemas más eficientes y más resilientes en nuestras sociedades; equipar mejor a nuestras delegaciones y nuestras misiones; aumentar nuestro partenariado internacional; y, sin duda, trabajar para ofrecer un sistema que imponga costes a los que generan desinformación, a los actores de la desinformación. Sabiendo dos cosas: que muchos de estos actores escapan a nuestro control, porque están fuera y nunca podremos alcanzarles y sancionarles y que otros están dentro y forman parte de nuestro juego político. Y ya verán ustedes que el día que empecemos a decir que impondremos sanciones a los que sesgan el debate político diseminándolo con la mentira, nos encontraremos con las reacciones que se han visto aquí también hoy diciendo “cuidado, un momento, usted es un macarthista”. De manera que estamos pisando un terreno minado al que habrá que dedicar mucha atención política. No solamente recursos materiales y humanos, que también, no solamente ordenadores que filtran la información, detectan de donde viene y señalan lo que no es cierto y lo diseminan. Porque, ¿saben ustedes una cosa? la mentira circula a una velocidad mil veces mayor que la verdad, mil veces mayor. Lance usted una mentira y verá qué rápidamente se propaga. Desmientan la mentira al día siguiente y verán las dificultades que tienen para conseguir que se disemine a igual velocidad y alcance al mismo número de personas que han sido contaminadas por la mentira.

Créanme que este es un problema al que hay que dedicar algo más que un debate ocasional. Es algo más que tener tres analistas más. Es un problema esencial al que la Unión Europea sola, desde la Unión, no va a poder hacer frente, pero cuya acción es imprescindible para coordinar la respuesta de los Estados miembros. Y, por eso, yo doy la bienvenida a este debate. Los medios que tenemos son mayores hoy que el año pasado. Podemos hacer más, haremos más. Trabajaremos en un sistema que imponga costes a los actores de la desinformación y trataremos de conseguir que nuestras sociedades sean tan capaces de luchar contra el virus de la falsedad como contra el virus de la enfermedad biológica. Porque en ello nos va la supervivencia de nuestro sistema político.

Yo les agradezco a la vez su exigencia crítica y su voluntad de apoyo.

Muchas gracias.